

**ECOSSE**

**L'indépendance en 2014 ?**

Fin janvier, le Premier ministre écossais, Alex Salmond, a présenté au Parlement des propositions pour l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la région en 2014, et a lancé une consultation de vingt semaines. Il a dévoilé la question qu'il souhaitait poser aux Écossais : « *Etes-vous d'accord pour que l'Écosse soit un pays indépendant ?* ».

Sa feuille de route prévoit qu'une loi sur le référendum pourrait être soumise au Parlement en 2013, et que soit publié, en novembre 2013, un livre blanc rassemblant les propositions de son gouvernement pour l'indépendance.

**GRÈCE**

**La CES condamne la baisse du salaire minimum**

Le 6 février alors que le gouvernement s'appropriait à baisser le salaire minimum, Bernadette Ségol, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES), a condamné cette décision qui « *va à l'encontre de l'accord pris entre les partenaires sociaux (...)* La CES va faire pression sur les institutions européennes pour alarmer sur la gravité de telles décisions. La Grèce s'enfonce dans la dépression et on lui impose plus d'austérité ».

**FINLANDE**

**Victoire du conservateur Sauli Niinistö**

L'élection présidentielle finlandaise du 5 février a vu la victoire du conservateur Sauli Niinistö avec plus de 62% des voix. Il a battu le Vert Pekka Haavisto. Mais ce succès apporte surtout une fin de non-recevoir aux idées populistes et xénophobes qui s'étaient exprimées lors des dernières législatives d'avril 2011 à travers le score du parti des « vrais Finlandais ». Ce vote réaffirme l'ancrage de la Finlande au sein de l'Union européenne.

**Paula Bernardo, secrétaire générale adjointe de l'UGTP\***

**« Nous voulons atténuer les effets de l'austérité »**

Le Portugal traverse une crise sans précédent. Selon l'UGTP, ce sont surtout les salariés et les retraités qui en paient le prix. La centrale a signé un accord en décembre pour redynamiser l'économie portugaise.

**Quelle analyse faites-vous de la situation sociale actuelle ?**

Le Portugal traverse une grave crise économique et sociale. Le pays a été fortement touché par la crise financière de 2008. Nous avons déjà un faible taux de croissance et un chômage en augmentation qui, avec la crise, ont conduit à une forte réduction de la consommation et de la croissance. Le chômage des jeunes atteint 30%! La précarité se développe, les CDD et les travailleurs soi-disant indépendants sont de plus en plus nombreux. Dans le secteur public, cela s'est traduit en 2010 par des baisses de salaires de 3,5% à 10% pour les fonctionnaires gagnant plus de 600 par mois et en 2011 par la suppression pure et



simple de leurs 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois. Les pensions sont gelées, y compris les retraites « sociales » de moins de 200 mensuels. Dans le secteur privé, les négociations salariales ont été très limitées. Nous avons obtenu entre 1,5% et 2% de hausse alors que l'inflation est de 3,7%, c'est donc là aussi une perte de pouvoir d'achat. Par ailleurs, les inégalités dans la

redistribution des revenus tendent à s'accroître. Les mesures prises jusqu'ici ont surtout touché les salariés et les retraités et très peu les capitaux et les grandes fortunes. Résultat : le taux de chômage devrait atteindre 13% et la croissance sera négative autour de -3% en 2012.

**Quelle a été la réaction de l'UGTP ?**

Toutes ces mesures visant les salariés et les retraités, ainsi que la réduction des investissements publics, la flexibilisation du marché du travail ont été mises en place sans aucune concertation avec les partenaires sociaux mais avec l'accord des trois grands partis (majorité et opposition). Elles répondaient aux exigences de la troïka (FMI, Banque centrale européenne et Commission européenne) en échange de leurs aides financières. L'UGT et la CGTP ont vivement dénoncé ces mesures. L'UGT comprend qu'il est nécessaire de consolider les finances publiques mais cela ne peut être le seul objectif et ne peut pas passer par le seul sacrifice des salariés et des retraités, il faut y mettre de la justice sociale. Nous avons donc organisé les 24 novembre 2010 et 2011 de grandes journées de grève générale qui ont fortement mobilisé les

**CGTP: Arménio Carlos secrétaire général**

La CGTP, première organisation syndicale portugaise (plus de 700 000 adhérents), tenait son congrès les 27 et 28 janvier dernier. Cette centrale, encore fortement marquée par l'influence communiste, a changé de secrétaire général. Manuel Carvalho da Silva a été remplacé par Arménio Carlos. Lors des débats, les congressistes ont repoussé, comme ils l'avaient fait lors de leur précédent congrès, l'adhésion à la Confédération syndicale internationale (CSI) ainsi qu'à la FSM (internationale communiste). La CGTP est affiliée à la Confédération européenne des syndicats (CES). Le congrès a également dénoncé l'accord de concertation sociale passé entre les partenaires sociaux et l'Etat portugais visant à améliorer la compétitivité de l'économie du pays.



©Tommaso Rada/ASEE-REA

La grève générale du 24 novembre 2011 a permis de relancer le dialogue social avec le patronat et l'Etat.

salariés. La dernière a porté ses fruits puisque le gouvernement a convoqué en décembre les partenaires sociaux pour une concertation sociale.

#### Qu'en est-il ressorti ?

Nous avons mis en place un accord compétitivité croissance emplois qui atténue les effets des mesures d'austérité mises en place jusqu'ici. Nous avons évité la flexibilité des licenciements devenus possibles si les salariés n'atteignaient pas les objectifs assignés. Le rôle des partenaires sociaux et celui de la négociation collective étaient remis en cause. Le gouvernement prévoyait que d'autres structures hors des syndicats pourraient négocier. Cela ne sera pas le cas. Le mémorandum de la troïka prévoyait une réduction de la durée des indemnités chômage à 18 mois. Nous avons réussi à les prolonger jusqu'à 26 mois en fonction de l'âge et de la carrière du salarié. Le gouvernement voulait augmenter la durée du travail de 2 heures et demie par

semaine sans aucune compensation touchant ainsi à l'acquis historique de la semaine de 40 heures. Cela allait de pair avec un déréglage total du temps de travail. C'était inacceptable, nous avons refusé.

#### Y a-t-il un volet offensif à cet accord ?

Nous avons introduit des mesures de politiques actives d'emplois, une restructuration des centres d'emplois [Pôle emploi portugais] pour répondre à la forte augmentation du nombre de chômeurs et des engagements sur la formation professionnelle. Nous avons

obtenu une intensification de la lutte contre l'économie informelle. A destination des jeunes, les possibilités de stage dans les petites et moyennes entreprises vont être renforcées. Au total, cet accord devrait donner au pays une certaine stabilité sociale.

#### Avez-vous des regrets ?

Nous aurions aimé qu'il y ait des engagements plus forts du gouvernement concernant la modernisation de l'administration publique, la mobilité des travailleurs, l'investissement public dans des domaines stratégiques comme la santé et l'éducation. Cet accord est un premier pas dans la redynamisation sociale du pays. Il y aura des réunions de suivi de la mise en œuvre de l'accord et l'UGT reviendra à la charge sur ces questions.

Propos recueillis par Didier Blain

\*UGTP : Union générale des travailleurs du Portugal. Membre de la CES, cette organisation compte 505 000 adhérents.

#### LE PAYS EN CHIFFRES

Le Portugal a une superficie de 92 000 km<sup>2</sup> et une population de 10,2 millions d'habitants. En 2011, sa croissance a été de -2,2 % et le taux de chômage a atteint 12,7 %. Le Premier ministre conservateur, élu au printemps 2011, est Pedro Passos Coelho.

#### CES

#### Journée d'action syndicale le 29 février

Face à une situation économique et sociale qui se dégrade et avec le durcissement de l'austérité comme seule réponse de la part des dirigeants européens, la Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé à une journée d'action européenne le 29 février, à la veille du Conseil européen. Les organisations syndicales mèneront des actions dans leur pays pour alerter sur la gravité de la situation. « Pour les syndicats, le traité européen doit comporter un volet social fort. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée », a déclaré Bernadette Ségol, secrétaire générale de la CES.

#### BELGIQUE

#### Grève générale contre l'austérité

Les syndicats belges ont salué la réussite de la grève générale organisée lundi 30 janvier pour protester contre les mesures d'austérité et réclamer une politique de relance aux dirigeants des 27 pays réunis à Bruxelles pour un sommet européen. Les syndicats protestaient notamment contre les mesures « inéquitables et injustes » prises par le gouvernement belge « sans concertation ». La Belgique est le premier pays de la zone euro à retomber officiellement en récession depuis 2008-2009. « Nous avons toujours dit qu'il fallait un plan d'assainissement budgétaire, mais cela doit se faire de façon équilibrée », a précisé Claude Rolin, secrétaire général de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). Les syndicats ont protesté en particulier contre la réforme du système de pensions et le risque que des milliers de personnes soient exclues du droit aux allocations chômage.